

Travailler moins, travailler tous, vivre mieux...

Il y a ceux qui s'épuisent par trop de travail.

Il y a ceux qui s'épuisent parce qu'ils ne peuvent pas travailler.

Le taux de chômage est très élevé. Des femmes subissent des temps partiels. Les horaires découpés deviennent une norme. Des employé-es s'épuisent dans des cadences folles. Des jeunes s'interrogent sur leur avenir. Les limites entre vie professionnelle et vie privée sont floues. La flexibilité règne en maître. Le travail était synonyme de réussite sociale. Le contrat à durée indéterminée était la règle. Si nous avons un travail, nous acceptons presque toutes les contraintes. Si nous ne le faisons pas, d'autres accepteront. La pression sur les chômeur-se-s est extrêmement forte. Contrôlé-es, surveillé-es, radié-es, tout est fait pour que nous nous soumettions. Les travailleur-se-s ont peur des chômeur-se-s, les chômeur-se-s des bénéficiaires du CPAS et puis un peu tout le monde des réfugiés. Diviser pour régner est la seule loi qui s'applique.

L'économie est moribonde. La croissance n'est plus là. Le taux de pauvreté ne cesse d'augmenter. Les enfants en sont les premières victimes. La crise environnementale frappe à nos portes sans que nos gouvernements ne mesurent ses conséquences. La démocratie est mise à mal face aux diktats de la sécurité et de la finance. Pendant ce temps, les riches sont toujours aussi riches. Les multinationales continuent de recevoir des cadeaux fiscaux pour mieux échapper à l'impôt. L'extrême-droite n'a plus besoin de créer la peur, elle peut juste l'entretenir.

Perdu-e-s au milieu de ces réalités cruelles, nous ne croyons plus que le changement est possible. Les grands projets et les belles idées sont balayés parce qu'elles seraient trop belles pour être vraies. Puis de toute façon, nous n'avons pas le rapport de force pour les obtenir.

Allons-nous laisser les pourfendeurs du désespoir gangréner nos esprits ?

Allons-nous laisser les détenteurs de capital dicter notre mode de vie ?

Allons-nous laisser le travail être source de désœuvrement ?

Il existe des alternatives. Elles peuvent améliorer la situation. Elles peuvent répondre à de nombreux problèmes. Elles peuvent être appliquées. Pour qu'elles le soient, nous devons y croire. Nous devons cesser d'avoir peur.

S'il y a plein d'alternatives, une est prioritaire à nos yeux : la réduction collective du temps de travail.

Nous entendons déjà les cris de protestation des uns et des autres. Comment allez-vous la payer ? Et notre compétitivité ? Et puis on nous mettra plus la pression ? Et pour les indépendants, les artistes, les... ? Et, et, et...

La journée de 8h, personne n'y croyait.

Le suffrage universel, personne n'y croyait.

La sécurité sociale, personne n'y croyait.

Les congés payés, personne n'y croyait.

L'école pour tous, personne n'y croyait.

Pourtant, nous avons mené ces combats et nous les avons gagnés. Le contexte n'était pas meilleur.

Nous avons besoin d'un nouveau projet, les jeunes ont besoin d'un avenir. Pourquoi pas celui-ci ?

3 raisons d'y croire !

1. "Les 35h est la politique en faveur de l'emploi la plus efficace et la moins coûteuse qui ait été conduite depuis les années 1970"¹. Voilà les conclusions d'un rapport de l'Assemblée nationale française. En Suède, la ville de Göteborg est passée au 6h par jour. Les travailleurs sont plus heureux et des personnes ont trouvé un emploi. Des entreprises en Allemagne sont à 28h et reste hypercompétitive. La Grèce est le pays où on travaille le plus alors que la croissance est catastrophique. Le gouvernement bruxellois a décidé de tester la semaine de 4 jours à Bruxelles-propreté.
 - Et ce serait inapplicable ?
2. Depuis l'arrivée du gouvernement Michel, la diminution des cotisations patronales aurait pu payer 1h30 de réduction collective du temps de travail. Pourtant l'emploi n'a pas augmenté et le déficit de l'Etat est abyssal.
 - Et nous ne pourrions la payer ?
3. Aujourd'hui, une grande part de la population ne travaille pas alors que de nombreuses personnes travaillent trop.
 - Et nous ne pourrions pas la mettre place ?

Mais comment on fait ?

Si chaque situation est particulière et nécessite une négociation sectorielle, le changement doit aussi se faire par le haut. Une modification législative est nécessaire de manière à toucher les travailleur-se-s, mais aussi les chômeur-se-s, les exclu-e-s. Elle pourra aussi produire ses effets sur celles et ceux qui ne bénéficient pas d'une protection sectorielle. En transformant la norme, nous pouvons influencer sur leur situation.

Une réduction collective du temps de travail conséquente doit être notre guide. Elle seule garantit une embauche compensatoire. Le maintien des salaires, surtout des plus petits, est une nécessité. Si les modalités sont importantes et exigent des discussions, elles ne peuvent entraver notre volonté de défendre le principe.

Citoyen-ne-s, associations, partis, organisations, en portant tous ensemble cette proposition, nous montrons que les alternatives existent, que l'espoir demeure !

Et pour quoi faire ?

Travailler moins...

parce que la productivité ne cesse d'augmenter

parce que nous n'avons pas besoin d'être malade de travailler trop

Travailler tous...

parce que laisser tant de travailleurs sur le carreau n'est pas une solution

parce qu'en améliorant le sort de chacun, nous améliorons le sort de tous.

Pour vivre mieux...

parce que nous sommes plus que des travailleurs

parce qu'avec ce temps en plus, nous pouvons faire tant de choses.

¹ "Ce rapport qui réhabilite les 35h", *Libération*, 9 décembre 2014. Disponible en ligne (11 mars 2015)
<http://www.liberation.fr/economic/2014/12/09/ce-rapport-qui-rehabilite-les-35-heures> 1160187